

## Note de Synthèse

### Conseil Communautaire du 17/03/2016 à 19h

### Centre d'animation rural de Piégros la Clastre

#### **I. Validation des comptes rendus**

### **Thématique Economie**

#### **2. Création de la ZAC du Pas de Lauzun et modalités de concertation**

Le Président explique que ce projet de création de Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) à vocation économique s'inscrit dans la volonté de proposer une offre foncière pour le développement et l'accueil de nouvelles entreprises sur le territoire de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans. En effet, aujourd'hui, la CCCPS ne dispose de plus aucun foncier alors que les demandes d'entreprises sont bien réelles et le développement de l'activité économique nécessaire. En effet, le développement économique constitue un enjeu de taille pour la Communauté de Communes, il est source de création de richesse, pour le territoire et la collectivité, et d'emploi.

Il rappelle qu'une délibération a déjà été prise en Conseil Communautaire de l'ex CCC, le 28 février 2013, mais que suite au compromis de vente, le périmètre a été revu (à la marge) et que de ce fait une nouvelle délibération de création de ZAC doit être prise.

Cette procédure juridique liée à la ZAC doit donc être mise en œuvre. Celle-ci se fait en 3 étapes :

- phase de concertation publique (menée en parallèle du dossier de création),
- dossier de création de ZAC,
- dossier de réalisation de la ZAC.

Les objectifs et orientations d'aménagement sont les suivants :

Le périmètre concerné par cette procédure de ZAC correspond à une surface de 13 ha située sur la commune d'Aouste sur Sye. Le projet de création de l'Ecoparc d'activités du Pas de Lauzun se situe sur la déviation Crest - Die au niveau de l'intersection entre l'entrée de la Commune d'Aouste-sur-Sye sur la RD 164 et la RD 70 en direction du Pas de Lauzun.

Le périmètre est joint en annexe.

#### **Les objectifs de ce projet de ZAC :**

L'aménagement de la ZAC du Pas de Lauzun répondra à plusieurs objectifs :

- créer une ZAC à vocation économique sur la commune d'Aouste sur Sye, sur l'ancien site industriel Vicat,
- créer une offre foncière disponible pour l'accueil de nouvelles entreprises et permettre le développement d'entreprises existantes tout en requalifiant une friche industrielle.

### Les orientations d'aménagement :

Il s'agira d'aménager cet espace économique selon le cahier des charges des écoparcs de Biovallée, favorisant une gestion sobre et efficace des ressources ainsi que la qualité environnementale et paysagère des ouvrages.

La zone bénéficie d'une implantation sur un site agréable. La Communauté de Communes attache de l'importance aux concepts de développement durable. La démarche doit se traduire par le choix de solutions techniquement éprouvées et fiables qui permettent entre autres d'économiser l'énergie, de traiter les effluents et les eaux pluviales, limiter les nuisances (sonores, olfactives, visuelles) et qui respectent le site.

Chaque thématique (eaux pluviales, eaux usées, eaux potables, électricité, gestion des déchets du chantier, voirie et stationnement, éclairage public, aménagement paysager et espaces verts, trame viaire du projet d'aménagement et fibre optique) devra être traitée selon cette approche environnementale.

Par ailleurs, ce parc d'activités devra également respecter la réglementation en vigueur (décret ....) concernant l'accessibilité.

### Le Président explique les étapes :

- Elaboration du dossier de création de la ZAC :

Cette étape consiste à élaborer un dossier dont l'objet est de préciser le programme global d'aménagement, de définir le régime applicable au regard de la part communale de la taxe d'aménagement et le mode de réalisation (en régie ou autre). L'étude d'impact environnemental est également une pièce constitutive de ce dossier. Pour rappel, l'étude d'impact environnemental a été réalisée en 2014 par le bureau d'études CAPSE. Un complément d'étude sera demandé compte tenu de l'évolution du périmètre sur environ 5 000 m<sup>2</sup>. Conformément aux articles L122-1-1 et R122-11 du Code de l'Environnement, le dossier de l'étude d'impact portant sur le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) fera l'objet d'une enquête publique (dont les modalités devront être définies par délibération cf. Article L122-1-1 du Code de l'Environnement...).

- Concertation :

Dans le cadre de la procédure de ZAC, conformément à l'article L. 103-4 du Code de l'Urbanisme, il est nécessaire d'organiser une concertation publique préalable associant les habitants pendant au moins toute la durée de la phase de création de la ZAC.

Les modalités de concertation doivent être définies conformément à l'article L. 103-4 du Code de l'Urbanisme afin de garantir l'information et la participation des administrés.

A cette fin, le périmètre de concertation pertinent est celui de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans.

Les modalités de concertation proposées seront les suivantes :

- ouverture d'un registre à l'accueil du siège de la Communauté de Communes et à l'accueil de la mairie d'Aouste sur Sye, à disposition du public,
- réalisation d'au moins une réunion publique avant l'approbation du dossier de création de la ZAC,
- affichage en Communauté de Communes et en Commune d'Aouste sur Sye des dates de réunion publique,
- réalisation d'au moins une parution dans la presse locale avec des informations sur l'avancée des études,
- présentation et validation du bilan de la concertation avant approbation du dossier de création de ZAC.

***En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire de retenir la procédure de ZAC comme mode opératoire de réalisation de l'opération d'aménagement sur le secteur du Pas de Lauzun –friche VICAT sur la commune d'Aouste sur Sye, intitulé « ZAC Pas de Lauzun », d'approuver le lancement de l'élaboration du dossier de création et le périmètre de la ZAC annexé, d'ouvrir la concertation, conformément à l'article L. 103-4 du Code de l'Urbanisme, de***

***prendre les mesures de publicité prévues au Code Général des Collectivités Territoriales et celles visées au Code de l'Urbanisme pour l'organisation de la présente concertation, d'en approuver les modalités comme établies ci-dessus et d'autoriser le Président à signer toute pièce ou document relatif à la mise en œuvre de la présente délibération.***

### **3. OCMMR phase 2**

Le Président rappelle que l'OCMMR (Opération Collective de Modernisation en Milieu Rural) est un programme d'aides aux artisans et commerçants et concerne le territoire du SMDVD. Ce programme est composé de deux phases dont la première est terminée. Cette phase a notamment permis l'attribution de subventions à travers des aides directes aux artisans et commerçants pour la mise en accessibilité de leurs locaux.

La seconde phase de l'OCMMR a été notifiée le 27 avril 2015 et des réajustements FISAC ont été faits par l'Etat sur les actions qui avaient été prédéfinies. La phase 2 se terminera au 27 avril 2018.

Le montant total notifié est de 232 486 € dont 193 223.35 € pour l'investissement et 36 567.92 € pour le fonctionnement. Vu la notification tardive de la phase 2 de l'OCMMR (dépôt du dossier en 2012), des regroupements d'actions et des fusions de taux ont été autorisés par la DIRECTE.

#### **Les Actions inscrites au titre de la phase 2.**

##### **Investissement (voir plan de financement en annexe) :**

###### **A. Aides directes pour les commerçants et les artisans**

Il est proposé de maintenir les aides directes qui ont pour objectif de soutenir les commerces dans leurs démarches d'amélioration de leurs outils de travail à travers une subvention à l'investissement :

- mise aux normes accessibilité,
- rénovation de façade,
- réaménagement intérieur,
- achat de matériel.

L'enveloppe pour les aides directes est de 120 000 € à consommer jusqu'au 27 avril 2018 soit une enveloppe dédiée de 60 000 € pour la CCCPS.

Le financement FISAC pour les aides directes est de 1 € FISAC sollicité pour 1 € de la collectivité.

###### **Règlement d'attribution :**

Focus sur les entreprises/commerces dits de « proximité » de plus de 3 ans (les créateurs ou repreneurs d'entreprises bénéficient généralement d'aides qui peuvent financer des travaux/aménagements comme IVDD). Les professions libérales ainsi que les activités liées au tourisme (emplacements pour campeurs, restaurants gastronomiques, hôtel/restaurant) ainsi que les SCI sont exclues.

###### **Les entreprises éligibles :**

- surface de vente inférieure à 300 m²,
- les entreprises qui ont comme clientèle principale les consommateurs finaux (particuliers),
- chiffre d'affaire inférieur à un million d'€ HT,
- cafés et restaurants (ouverture sur l'année et prestation majoritairement pour une clientèle locale).

Montant de l'aide accordée :

34 % des dépenses subventionnables HT.

Plafond dépenses subventionnables : 10 000 € HT soit une subvention maximale de 3 400 € HT.

Plancher : 4 000 € HT soit une subvention minimale de 1 360 € HT.

**B. Travaux communaux**

Plusieurs aménagements urbains ont été fléchés lors du dépôt de la phase 2 de l'OCMMR en 2012. Une rétroactivité est acceptée par la DIRECCTE sur les travaux réalisés depuis 2012. Aucun autre projet ne peut être rajouté.

**Fonctionnement (voir plan de financement en annexe) :**

Actions fléchées :

- soutien aux lieux d'arts actifs (CMA et SMDVD),
- appui au développement des entreprises artisanales (CMA),
- démarche qualité dans les commerces de proximité (CCI),
- animation des centres bourgs (SMDVD) et appui à la « professionnalisation » des Unions Commerciales (CCI),
- animation de la phase 2.

Le financement de ces actions par la CCCPS est au prorata du nombre d'habitants du territoire soit 33 % soit 17 159.58 € sur la totalité de la phase (déjà pris en compte dans l'appel à cotisation annuelle du SMDVD de 2016).

**Gouvernance :** Les COTECH ORC (Comités Techniques) seront organisés une fois par mois suivant l'avancement des actions. De plus, un ou deux COPIL se dérouleront dans l'année avec la présence de l'Etat.

**Echéancier :** Comité de pilotage de lancement et signature des conventions en avril 2016 avec les partenaires (CCI, CMA, UC...) et lancement des actions.

***Il est demandé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président à signer la convention avec les partenaires cités plus haut dans les conditions prévues initialement dans le dépôt de la phase 2 ainsi que l'avenant modifiant les sommes allouées dans le cadre des négociation avec la DIRECCTE, la convention fixant les modalités d'attribution des aides directes entre les collectivités et les porteurs de projets et tous les actes afférents à cette décision.***

## **Thématique Vie de la structure**

### **4. Construction d'un bâtiment technique**

Le Président évoque la nécessité de construire un bâtiment pour les services techniques destiné à entreposer le matériel et les véhicules des agents techniques sur le tènement actuel en limite de propriété côté Est de la parcelle.

La structure devra répondre à une certaine flexibilité pour répondre au mieux aux évolutions futures du bâtiment. La toiture sera de type double pans afin d'y installer des panneaux photovoltaïques

destinés à financer tout ou partie du bâtiment sur 15 ans. Le terrain est déjà desservi par les réseaux d'eau potable, eaux usées, eaux pluviales, télécommunications et gaz.

La Communauté de Communes a engagé une étude de faisabilité auprès de l'architecte Jean-Charles GAUX en septembre 2015 afin de définir les conditions techniques, structurelles, fonctionnelles et financières du futur bâtiment en lien avec les besoins réels des services techniques.

#### Caractéristiques du bâtiment :

- bâtiment de 735 m<sup>2</sup> de surface de plancher, en bardage bac acier simple peau sur la partie stockage des engins et véhicules des agents, et bâtiment isolé pour la partie atelier, sanitaires et vestiaires,
- toiture double pans orientée Est-Ouest : la surface de la toiture sera optimisée en fonction de la surface du bâtiment,
- le bâtiment n'est pas considéré comme un Etablissement Recevant du Public (ERP), mais sa conception et son mode de gestion sont soumis au Code du travail,
- atelier d'une surface de 125 m<sup>2</sup>, local clos et accessible par un portail de type sectionnel afin d'y entretenir le petit matériel et une porte de service pour permettre l'accès sans ouvrir un portail,
- raccordements à prévoir à tous les réseaux,
- dalle béton sur la partie atelier et aire de stockage des véhicules légers,
- enrobé sur l'aire de stockage des engins de chantier et véhicules lourds,
- mezzanine avec une hauteur suffisante sous toiture (3m70) pour stocker le petit matériel (accessible par un escalier) et mise en place d'un bureau, d'une salle de réunion pour les services techniques dans l'avenir.

#### Photovoltaïque :

Intégrer l'entreprise retenue pour le photovoltaïque au plus tôt. Elle est partie prenante de la conception et des travaux du bâtiment au même titre que les autres corps de métiers. La coordination entre chacun est essentielle.

Il est essentiel de prévoir un calendrier de travaux (et les pénalités assorties en cas de dépassement) compatible avec l'impératif de respecter un délai de 10 mois maximum écoulés entre le dépôt de la demande de raccordement et la mise en service de l'installation, sinon le tarif d'achat obtenu ne sera plus valable.

L'appel à projets de la Région « Énergies renouvelables et innovations » est ouvert jusqu'au 10/06/2016, le budget 2016 affecté par la Région (nouveau périmètre) sera voté en avril. Le cahier des charges reste le même, le budget disponible et les critères d'appréciation de la nouvelle commission d'attribution restent pour l'heure inconnus.

Plan de financement prévisionnel :

DÉPENSES	Dépenses totales en € HT	Dépenses subventionnables en € HT	RECETTES	Taux de subv° (%)	Montant en € en HT
Etude de faisabilité et AVP	2 275,00 €		DETR 2016	25 %	103 350,00 €
Ventilation des travaux par corps d'état					
Gros œuvre	56 800,00 €				
VRD	80 100,00 €				
Charpente	131 700,00 €				
Bardage	26 800,00 €				
Menuiseries/agence- ment intérieur/mezzanine	115 000,00 €				
Electricité / courants faibles	36 725,00 €				
Chauffage / Plomberie	8 000,00 €				
Vestiaires / sanitaires/	39 000,00 €				
	494 125,00 €				
Photovoltaïque	171 800 €	171 800 €	Région (photovoltaïque)	30 %	51 540 €
			Autofinancement	75 %	511 035,00 €
TOTAL	665 925,00 €	665 925,00 €	TOTAL	100 %	665 925,00 €

**Il est demandé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président à :**

- **signer le devis de maîtrise d'œuvre pour la rédaction d'un dossier de consultation des entreprises,**
- **signer le permis de construire pour prévoir un dépôt fin mars 2016,**
- **lancer la publication d'un appel d'offres pour la construction du bâtiment en avril 2016,**
- **lancer la publication d'une mise en concurrence pour le bureau de contrôle en avril 2016,**
- **lancer la publication d'un appel d'offres pour le photovoltaïque par la suite,**
- **faire les demandes de subventions au titre TEPCV 2 et auprès de la Région Rhône Alpes.**

## **5. Modification du PV de mise à disposition de la STEP de Vercheny**

Le Président explique que lors du transfert de compétence « traitement des eaux usées » au 1<sup>er</sup> mars 2014, les communes ont transféré leurs biens par le biais d'un PV de mise à disposition auprès de la CCCPS.

Il s'avère que la commune de Vercheny ayant tout juste finalisé les travaux de construction de la station d'épuration, des éléments comptables n'ont pas été pris en compte dans le PV et qu'il faut par conséquent le modifier pour que les écritures comptables soient concordantes.

Dès lors le montant du bien transféré s'élève à 571 540,79 € contre les 429 335,27 € inscrits initialement dont la ventilation est précisée en annexe du PV complémentaire.

Le Président ajoute que cette modification n'a pas d'incidence financière sur les emprunts transférés.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de valider ce procès-verbal complémentaire de mise à disposition de la STEP de Vercheny et d'autoriser le Président à le signer.***

## **Thématique Energie et Habitat**

### **6. Validation du règlement d'attribution d'aide financière Plateforme rénovation** (voir document en annexe)

Le Président explique que les Communautés de Communes du Crestois et du Pays de Saillans et du Val de Drôme ont été retenues comme lauréates à l'appel à manifestation d'intérêt de l'Ademe et de la région Rhône-Alpes pour la mise en place d'une plateforme locale de la rénovation de l'habitat individuel.

Les 2 EPCI sont également lauréats de l'appel à projet « Territoires à énergie positive pour la croissance verte » (TEPCV) permettant de bénéficier d'une subvention de 80 % dans le cadre d'une aide financière locale à la rénovation thermique des logements.

Pour attribuer ces aides, un règlement d'attribution a été conçu entre nos deux collectivités et validé en Commission. Le Président rappelle que ces aides se cumulent avec d'autres aides existantes par exemple, les aides de l'ANAH..., les crédits d'impôts....

#### **Les objectifs de la subvention aux particuliers sont de :**

- rendre accessible au plus grand nombre la rénovation thermique performante,
- s'inscrire dans la continuité de l'action passée (opération DORéMI),
- mettre en place une rénovation performante *globale ou par étapes* sans « tuer le gisement d'économie »,
- éviter de financer des projets induisant des « pathologies » sur le bâtiment.

Le Président rappelle les principes de l'attribution de la subvention.

#### **Pour qui ?**

- particuliers, personnes physiques, propriétaires occupants, usufruitiers ou bailleurs,
- syndics de copropriétés, professionnels ou bénévoles, de 2 à 3 logements disposant d'un numéro de SIRET,
- SCI de 1 à 3 logements.

### Quels bâtiments ?

- résidences principales et petits bâtiments de logements d'un seul tenant (résidences secondaires exclues du dispositif),
- petit collectif : bâtiment comportant d'une part l'habitation principale du porteur de projet et d'autre part
  - ✓ 1 à 3 logements locatifs,
  - ✓ 1 à 3 chambres d'hôtes,
  - ✓ 1 gîte,
- SHAB < 200 m²/logement,
- date de dépôt de permis de construire antérieure au 1er janvier 2000.

### Quels types de travaux ?

- Rénovation globale
  - ✓ application de l'une des Solutions Techniques de Référence (STR développées dans le cadre de l'opération DORéMI)
  - ou
  - ✓ niveau BBC rénovation – Justification par calcul réglementaire et
  - ✓ justification du niveau de perméabilité à l'air du bâtiment (réalisation d'un test)
- Rénovation par étapes
  - ✓ réalisation d'un bouquet de travaux permettant de réaliser une rénovation globale par étapes dans le respect d'une STR.

### Quel montant d'aide ?

- Rénovation globale
  - ✓ de 2 500 € à 7 500 €
  - ✓ prise en charge de 50 % du coût des tests de perméabilité si réalisation d'un test intermédiaire en cours de chantier
- Par étapes
  - ✓ de 1 250 € à 3 750 €

### Exemples :

Revenu fiscal de référence	Nb de personnes composant le foyer	Aide Rénovation globale	Aide Rénovation par étapes
20 000 €	1	6 505 €	3 253 €
	2	7 500 €	3 750 €
	3	7 500 €	3 750 €
	4	7 500 €	3 750 €
50 000 €	1	2 500 €	1 250 €
	2	4 026 €	2 013 €
	3	5 033 €	2 516 €
	4	5 748 €	2 874 €

### Procédure de sélection

- ✓ visite de l'un des conseillers de la Plateforme avant tout dépôt de dossier,
- ✓ dépôt d'une demande de subvention à la Plateforme,
- ✓ instruction des demandes selon critères techniques : commission d'attribution composée d'élus des deux communautés de Communes et des techniciens de la Plateforme.



### Déblocage de l'aide

- Rénovation globale :
  - ✓ Présentation des factures de réalisation de l'ensemble des travaux
  - ✓ Présentation du test de perméabilité à l'air conforme au niveau indiqué par la STR retenue
- Rénovation par étapes :
  - ✓ L'aide financière sera débloquée sur présentation des factures de réalisation de l'ensemble des travaux

***En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver ce règlement d'intervention et d'autoriser le Président à signer tout document relatif à cette opération.***

## **7. Convention avec l'ADIL pour l'Observatoire de l'Habitat 2016-2018**

Le Président explique que dans le cadre d'une convention entre l'Etat, le CD26 et l'ADIL 26, celle-ci propose aux collectivités depuis 2014 un outil au service de leurs politiques locales de l'habitat des EPCI : **la mission d'observation de l'habitat.**

Les objectifs de cet outil sont de :

- fournir un cadre de référence et d'échanges aux acteurs de l'habitat,
- constituer un outil partagé de la connaissance des contextes locaux de l'habitat afin d'accompagner l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de l'habitat,
- assurer la diffusion et mettre à disposition auprès de tous les partenaires des éléments de connaissance appuyés sur un réseau de données,
- mettre en perspective ces évolutions avec les problématiques notamment démographiques, économiques, sociales, environnementales, foncières et de mobilité liées à l'habitat.

Cet outil a été conçu pour être partagé avec les collectivités au service de leur politique de l'habitat, celles-ci participent donc à la gouvernance de cette mission via les instances de l'observatoire (comité d'orientation et comité de pilotage) et au budget de la mission (23 % du budget prévisionnel).

En contrepartie, L'ADIL 26 :

- décline à l'échelle des collectivités engagées les études et travaux thématiques menés,
- fournit et anime un outil de suivi et d'observatoire des PLH, outil d'évaluation obligatoire dans les PLH,
- intervient annuellement, à la demande, dans les instances de la collectivité sur un sujet défini.

Une première convention a été signée en 2014, il est proposé de la reconduire pour 3 ans.

La participation financière de la CCCPS s'élève à 2.167 € pour 2016. Le barème étant constitué d'une part fixe de 1 000 € et d'une part variable (0.08 €/habitant pour la CCCPS, collectivité de – 30 000 hab). Cette contribution financière sera actualisée chaque année sur la base de l'évolution de la population INSEE et de l'indice des prix à la consommation.

Une subvention du CDDRA peut être sollicitée pour cette action à hauteur de 50 %. Un dossier sera donc déposé dès que possible pour l'année 2016 sur la base du plan de financement suivant :

DEPENSES	Dépenses totales	Dépenses subventionnables	RECETTES	Montant éligible	Taux de subv° appliqué	Montant
Observatoire PLH (convention ADIL)	2 167 €	2 167 €	Région Rhône-Alpes via CDDRA	2 167 €	50 %	1 083.5€
			Autofinancement (au moins 20 %)	2 167 €	50 %	1 083.5 €
TOTAL		2 167 €	TOTAL			2 167 €

***Il est donc proposé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette convention et d'autoriser le Président à déposer les demandes de subventions nécessaires et à signer tous les actes afférents à décision.***

## **8. Guide des hébergements temporaires**

VU le Programme Local de l'Habitat mis en place depuis 2010 sur les territoires ex Communauté de Communes du Crestois et ex Communauté de Communes du Pays de Saillans ;

VU le constat du manque de logements sur le territoire précité pour accueillir les travailleurs temporaires et saisonniers dans une région où cette activité est fortement présente ;

Le Président rappelle que depuis trois ans, dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (PLH), la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans - Cœur de Drôme a chargé l'ADEFA de recenser les hébergeurs souhaitant porter à connaissance leurs coordonnées aux travailleurs en recherche de logement temporaire et ainsi permettre de compléter leurs plannings de réservation.

L'ADEFA se charge également de diffuser les articles de presse et la plaquette de communication aux prescripteurs de l'emploi du territoire et aux mairies par mail.

L'objectif est de faciliter l'accueil de salariés temporaires sur le territoire, ceux-ci représentent un volume d'emplois conséquent et un poids économique important dans la Vallée de la Drôme.

En 2015, un bilan de cette action sur les deux années passées et la mise en place de ce guide (contact de nouveaux hébergeurs, signature de nouvelles conventions...) a été réalisé.

La subvention CDDRA perçue jusqu'à présent pour cette action étant limitée à trois années consécutives, le renouvellement 2016 de cette action se fera sans financement régional pour un montant de 2 000 €.

La révision du PLH permettra de définir pour 2017 le besoin de renouvellement de cette action.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette action et d'autoriser le Président à signer les actes afférents.***

## **Thématique Tourisme**

### **9. Convention d'objectifs avec l'Office de Tourisme Cœur de Drôme – Pays de Crest et de Saillans 2016-2018**

Le Président explique que suite à la création de la CCCPS au 1<sup>er</sup> janvier 2014, l'Office de Tourisme intercommunal Cœur de Drôme – Pays de Crest et de Saillans (l'OTCD) a été créé en mars 2015 par la fusion des deux offices de tourisme préexistants.

La présente convention qui a été validée en Commission traduit la volonté de la CCCPS de contribuer, dans le respect de l'indépendance de gouvernance qui est la sienne, aux besoins de l'OTCD dans la réalisation de ses missions et de celle de l'OTCD de décliner, pour les thématiques qui la concerne, la stratégie de développement touristique par la CCCPS.

Elle définit notamment :

- la complémentarité et le partenariat actif entre la CCCPS et l'OTCD dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de développement touristique du territoire,
- les modalités contractuelles entre la CCCPS et l'OTCD pour l'organisation et le fonctionnement des missions détaillées dans l'intérêt du développement local et avec un objectif d'évolution vers un niveau de service de catégorie I,
- prévoit le financement par la CCCPS du fonctionnement de l'OTCD.

Elle rappelle ainsi la nécessité de raisonner et de mutualiser les dépenses dans un contexte national de réduction des crédits publics.

Rédigée pour 3 ans, elle sera accompagnée d'un tableau de suivi (critères en cours de définition) qui permettra une évaluation qualitative et quantitative annuelle des missions réalisées par l'OTCD dans le cadre de cette convention.

***Il est proposé au Conseil Communautaire de se positionner sur la convention et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision***

## **I 0. Label Vignobles et Découvertes**

Le Président explique que, depuis plusieurs années, le Syndicat de la Clairette de Die et des Vins du Diois développe un projet oeno-touristique afin de valoriser au mieux la viticulture de la Vallée de la Drôme. Dans le cadre de ce projet, le Syndicat a initié une démarche de candidature au label « Vignobles et Découvertes » délivré par Atouts France, Agence de Développement Touristique Nationale.

Ce projet, qui a associé dès le départ les collectivités ainsi que les offices de tourisme, consiste à mettre en réseau les acteurs du tourisme et de la viticulture d'une destination. Cette mise en réseau a pour but la création et la valorisation de produits touristiques qualifiés autour de la viticulture et ainsi de permettre un accueil de qualité.

Ce projet, relativement ambitieux sur plusieurs années, sollicitera différents financeurs (Région, Europe, ...) dont les collectivités. La CCCPS, qui s'est déjà positionnée favorablement sur ce projet dans le cadre de sa stratégie de mandat, se voit solliciter pour une demande de subvention à hauteur de 3 000 € pour 2016.

Ci-dessous, le plan de financement prévisionnel de cette action :

Dépenses		Recettes			
Types de dépenses	Montants		Dépenses éligibles	Taux d'intervention	Montants
Animation Syndicat de la Clairette	13 000	CROF (contrat régional d'objectif de filières)	17 000	50 %	8 500
Accompagnement et rédaction du dossier de candidature	17 000	PSADER-LEADER Vallée de la Drôme	44 800	78 %	17 470
Brochure création + Impression	5 000	PSADER-LEADER Diois			17 470
Développement Site internet dédié	4 000	Participation CCCPS	61 800	10 %	3 000
Relations Presse	4 800	Participation CCD			3 000
Lancement officiel	4 000				
Communication lancement du label	12 000				
Divers	2 000	Autofinancement		20 %	12 360
<b>TOTAL</b>	<b>61 800</b>				

Cette subvention sera versée dans le cas où les programmes de financement régionaux et européens ne pourraient atteindre 80 % de financement du budget total.

**Il est demandé au Conseil Communautaire de valider cette demande de subvention et de signer tous les actes afférents à cette délibération.**

## **I I. Dotation de soutien à l'investissement local : demandes de financement**

Le Président explique que le Gouvernement a mis en place une dotation de soutien à l'investissement local au travers de l'article 159 de la Loi de Finances 2016 en débloquant une somme de 800 millions d'euros à l'échelle nationale.

Cette dotation de soutien à l'investissement public, composée de deux enveloppes de crédits, est créée pour la seule année 2016. Ces enveloppes sont destinées à accompagner la réalisation des projets d'investissement, démarrant dans de brefs délais, dans le but d'obtenir un effet significatif sur l'investissement local.

- une enveloppe de 500 millions d'euros (58,8 M€ pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes) est consacrée aux grandes priorités d'investissement définies entre l'Etat et les communes et intercommunalités comme la réalisation de projets de rénovation thermique, de transition énergétique, de mise aux normes des équipements publics,
- une enveloppe de 300 millions d'euros (36,1 M€ pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes) sera spécifiquement dédiée au soutien à la revitalisation et au développement des bourgs-centres.

La CCCPS a souhaité émarger à ce dispositif et elle a, à ce titre, déposé plusieurs dossiers qu'il convient de faire valider par une délibération du Conseil Communautaire. Les plans de financements prévisionnels ci-dessous ont donc été inscrits au titre de cette dotation.

Il est proposé de déposer les plans de financements, ci-dessous, afin de pouvoir consolider et finaliser les dossiers de subvention auprès des services de l'Etat.

**a. Centre aquatique**

Plan de financement prévisionnel				
Ressources		Date d'obtention(*)	Montant (HT)	Taux (%)
Dotation de soutien à l'investissement public - 2016 - 1ère enveloppe - <b>2ème enveloppe</b>			1 800 000 €	20 %
État (autre) <b>CNDS en cours</b>			500 000 €	5.5 %
Conseil Régional <b>en cours</b>			500 000 €	5.5 %
Conseil Départemental <b>en cours</b>			2 400 000 €	26.7 %
Autres financements publics	CDDRA Région Auvergne Rhône Alpes		100 000 €	1.1 %
Sous-total des aides publiques			5 300 000 €	58.8 %
Part du demandeur		Fonds propres		
		Emprunt	3 700 000 €	41.2 %
MONTANT TOTAL (PREVISIONNEL)			9 000 000 €	100 %

**b. Changement du mode de collecte des ordures ménagères : CSE**

Plan de financement prévisionnel				
Ressources		Date d'obtention(*)	Montant (HT)	Taux (%)
Dotation de soutien à l'investissement public - 2016 - 1ère enveloppe - 2ème enveloppe			349 260 €	30 %
Autres financements publics	(à préciser)			
Sous-total des aides publiques			349 260 €	30 %
Part du demandeur		Fonds propres		
		Emprunt	814 940 €	70 %
MONTANT TOTAL (PREVISIONNEL)			1 164 200 €	100 %

**c. Vélodrôme**

<b>Plan de financement prévisionnel</b>			
<b>Ressources</b>	<b>Date d'obtention(*)</b>	<b>Montant (HT)</b>	<b>Taux (%)</b>
Dotation de soutien à l'investissement public - 2016 - 1ère enveloppe - 2ème enveloppe		544 965 €	30%
Conseil Régional		250 000 €	14 %
Conseil Départemental		363 310 €	20 %
<b>Sous-total des aides publiques</b>		<b>1 158 275 €</b>	<b>64 %</b>
Part du demandeur	Fonds propres		
	Emprunt	658 276 €	36 %
<b>MONTANT TOTAL (PREVISIONNEL)</b>		<b>1 816 552 €</b>	<b>100 %</b>

**d. Accueil de loisirs à Ste Euphémie : acquisition et travaux**

<b>Plan de financement prévisionnel</b>			
<b>Ressources</b>	<b>Date d'obtention(*)</b>	<b>Montant (HT)</b>	<b>Taux (%)</b>
Dotation de soutien à l'investissement public - 2016 - 1ère enveloppe - 2ème enveloppe		122 400 €	30 %
Autres financements publics	CAF	163 200 €	40 %
<b>Sous-total des aides publiques</b>		<b>285 800 €</b>	<b>70 %</b>
Part du demandeur	Fonds propres	122 200 €	30 %
	Emprunt		
<b>MONTANT TOTAL (PREVISIONNEL)</b>		<b>408 000 €</b>	<b>100 %</b>

**e. Méthanisation des boues des stations d'épuration**

Plan de financement prévisionnel			
Ressources		Date d'obtention(*)	Montant (HT) Taux (%)
Union Européenne : FEDER		Demande à faire	525 000 € 50 %
Dotation de soutien à l'investissement public - 2016 - 1ère enveloppe - 2ème enveloppe			309 750 € 29.5 %
Autres financements publics	Agence de l'Eau		5 000 € 0.5 %
<b>Sous-total des aides publiques</b>			<b>840 000 € 80 %</b>
Part du demandeur		Fonds propres	
		Emprunt	210 000 € 20 %
<b>MONTANT TOTAL (PREVISIONNEL)</b>			<b>1 050 000 € 100 %</b>

**f. Réseau de chaleur**

Plan de financement prévisionnel			
Ressources		Date d'obtention(*)	Montant (HT) Taux (%)
Union Européenne : FEDER		Demande à faire	450 000 € 30 %
Dotation de soutien à l'investissement public - 2016 - 1ère enveloppe - 2ème enveloppe			450 000 € 30 %
Autres financements publics	ADEME		300 000 € 20 %
<b>Sous-total des aides publiques</b>			<b>1 200 000€ 80 %</b>
Part du demandeur		Fonds propres	
		Emprunt	300 000 € 20%
<b>MONTANT TOTAL (PREVISIONNEL)</b>			<b>1 500 000 € 100 %</b>

***Il est demandé au Conseil Communautaire de valider les plans de financements ci-dessus dans le cadre de la demande formulée auprès des services de l'Etat au titre de la Dotation de Soutien à l'investissement local pour l'année 2016 et de l'autoriser à signer tous les documents nécessaires au dépôt de ces dossiers.***

## **Thématique Social**

### **I 2. Ouverture de foyers jeunes**

Le Président explique que lors du renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) avec la CAF en 2015, le pôle social a réalisé un diagnostic sur les besoins du territoire en terme de mode de garde et d'accueil pour les enfants et les jeunes.

Plusieurs constats ont été faits et la Commission Sociale a travaillé sur la hiérarchisation des besoins. Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) a défini les principales actions à mettre en place en 2016.

Parmi celles-ci est inscrite la création de 2 accueils de jeunes : un à Crest et un à Saillans afin de compléter l'offre existante du territoire (Accueil jeunes à Aouste sur Sye existant).

#### **A Crest :**

Il est proposé de demander à l'animatrice nouvellement recrutée à l'ALSH pour les actions jeunesse sur Crest de mettre en place un « accueil jeunes ». L'animatrice accueillera les jeunes de 14 à 17 ans dans un lieu aménagé pour eux et pourra profiter de ces moments pour aider les jeunes à construire des projets. Cet espace permettra aux jeunes de se rencontrer, d'échanger entre eux et avec l'animateur. Des sorties, des séjours et des soirées thématiques pourront être organisés avec les jeunes et en fonction de leurs envies et de leurs besoins. L'Accueil Jeunes aura pour objectif de favoriser l'expression des jeunes, de les responsabiliser et qu'ils deviennent acteurs de leur temps libre. À leur écoute, l'animatrice les accompagnera et leur permettra de mettre en valeur leurs idées en montant des projets personnels ou collectifs.

D'autre part, un travail sera effectué avec la ville de Crest pour définir le lieu qui semblera le plus adapté à l'implantation de ce service.

Cette action sera rajoutée au CEJ.

#### **A Saillans :**

Il est proposé de mettre en place ce service également à Saillans, à l'ancien gîte communal (à finaliser avec la mairie et la MJC Nini Chaize). La Commission Sociale propose de demander à la MJC Nini Chaize de réaliser ce service pour la CCCPS.

Un mi-temps est prévu à la réalisation de cette mission.

Cette action sera également inscrite dans le CEJ.

Ces actions inscrites dans le Débat d'Orientation Budgétaire ont été prévues au BP 2016.

La Commission Sociale se positionnera début mars pour l'attribution de la subvention accordée à la MJC pour la réalisation de ce service.

***Le Président demande au Conseil Communautaire de se positionner sur la mise en place d'un accueil de jeunes sur Crest en régie et sur la mise en place d'un accueil de jeunes sur Saillans. Il est proposé au Conseil Communautaire de confier la mise en place de l'accueil de jeunes sur le Pays de Saillans à la MJC Nini Chaize.***